

Politiques publiques de communication et gouvernements progressistes en Amérique Latine : quel héritage de la théorie critique?

Ángel Badillo (Université de Salamanca, Espagne), Guillermo Mastrini (Université National de Quilmes, Argentine) et Patricia Marenghi (Université de Salamanca, Espagne)*

1. Introduction : la nouvelle gauche latino-américaine

Ce texte fait partie de la recherche développée à l'Université de Salamanca il y a quelques années sur les transformations de l'audiovisuel latino-américain en correspondance avec les transformations de la politique dans le continent.

Dans les dernières années, un débat est apparu pour comprendre l'arrivée au pouvoir des partis de gauche en Amérique Latine : le *tour à gauche*, la *vague gauchiste* ou la *marée rose* sont des expressions pour nommer un processus très fréquent qui commence avec l'élection de Hugo Chavez à Venezuela en 1998 et continue avec Luis Inácio "Lula" da Silva (2003-2011) et Dilma Rousseff (2011) au Brésil, Evo Morales en Bolivie (2006), Ricardo Lagos (2000-2006) et Michelle Bachelet (2006-2010) au Chili, Tabaré Vázquez (2005-2010) et José Mujica (2010) à l'Uruguay, Néstor Kirchner (2003-2007) et Cristina Fernández (desde 2007) en Argentine, Rafael

* Les auteurs tiennent à remercier María Isabel Badillo pour la revision et commentaires de la traduction française de ce texte.

Correa (2007) à l'Équateur, Fernando Lugo (2008) au Paraguay, Daniel Ortega (2007) à Nicaragua et Mauricio Funes (2009) à El Salvador.

Les sciences sociales ont essayé de trouver des différences et des parallélismes entre les dynamiques du progressisme dans la région. Pour la plupart des analystes, le tour à gauche est une conséquence de l'échec de l'agenda du *Consensus de Washington* et l'application des politiques néolibérales aux années 90 (Beasley-Murray, Cameron, & Hershberg, 2009; Cameron, 2009; Hughes & Rado, 2011; Lanzaro, 2008; Levitsky & Roberts, 2011; Panizza, 2008; Paramio, 2006; Petkoff, 2005; Pousadela, 2010; Ramirez Gallegos, 2006; Roberts, 2012; Rodríguez Garavito & Barrett, 2004; Schamis, 2006). Le déclin des réformes structurelles et la détérioration des conditions sociales ont repolitisé le sujet de l'inégalité et récupéré les politiques de la redistribution (Panizza, 2008; Roberts, 2012). Il s'agit, donc, de la création des alternatives au néolibéralisme (Lanzaro, 2008; Pousadela, 2010) de part d'une gauche qui a récupéré la compétence électorale comme stratégie après avoir abandonné la lutte armée (Cleary, 2006; Levitsky & Roberts, 2011). Un autre facteur souligné par la recherche est celui de l'apparition de nouveaux acteurs politiques dans la société civile qui compenseront le déclin des syndicats et des partis traditionnels et donneront un nouveau souffle au redéploiement de la gauche (Ramirez Gallegos, 2006; Rodríguez Garavito & Barrett, 2004).

Les traits de cette nouvelle gauche latino-américaine sont : (a) la volonté de récupération du rôle de l'état comme régulateur et producteur ; (b) la préoccupation, au moins rhétorique, pour la justice sociale (Cleary, 2006) et la redistribution des ressources (Levitsky & Roberts, 2011); et (c) la revendication de la société civile comme espace de participation politique et la démocratie participative (2006; Rodríguez Garavito & Barrett, 2004).

À partir de ces éléments communs, on peut reconnaître l'existence d'au moins deux gauches en Amérique Latine, dans une dichotomie construite de façons diverses : social-démocratie vs populisme (Lanzaro, 2008; Panizza, 2008); gauche réformiste avancée vs gauche bourbonique (Petkoff, 2005); modérés vs contestataires (Weyland, Madrid, & Hunter, 2010), les bons vs les malins (Castañeda, 2006), les végétariens vs les carnivores (Vargas Llosa, 2006). Une possible explication à cette diversité est offerte par Paramio (2006), qui considère qu'après la crise de l'échec du Consensus de Washington, la gauche populiste est apparue dans des pays sans tradition enracinée des partis de gauche crédibles et cohérents.

2. Les politiques publiques de la communication en Amérique Latine et les Gouvernements progressistes (2000-2012)

Pour mieux comprendre les dynamiques de cette confrontation, on va les réviser à partir de trois perspectives : (1) la récupération des politiques publiques comme forme de design des médias et correction des problèmes des marchés imparfaits ; (2) la bataille publique et politique contre la concentration du pouvoir communicationnel du capitalisme corporatif a travers la création des médias publics, des médias communautaires et politiques de control de la concentration et (3) les stratégies intra-régionales pour palier la dépendance extérieure en technologies et contenues, en particulier la création d'un standard unique pour la télévision numérique terrestre à partir du « joint-venture » brésilien-japonais du ISDB-T.

2.1 La récupération des politiques publiques de communication en Amérique Latine

La « décennie perdue » des années '90 avait montré les conséquences de la dérégulation économique et politique sur la région dans le domaine des médias et les télécommunications : privatisations des chaînes publiques (comme au Mexique, pour la création de AztecaTV) et des opérateurs nationaux de télécommunications (sauf à l'Uruguay), apparition de nouveaux opérateurs privés de télévision et de télécom cellulaire (et le débarquement des deux géants du secteur, Telmex-América Móvil et Telefónica) et, surtout, une application stricte des indications du Consensus de Washington sur le terrain de l'information et la communication, et tout cela mélangé avec un discours politique et académique autour du déterminisme technologique et l'éclosion de l'internet.

Avec ces événements, le changement des positions politiques en Amérique Latine dans la première décennie du siècle XXI est une vraie surprise : plusieurs gouvernements de la région ont commencé une récupération des politiques publiques de communication. Peut-être le cas le plus connu de tous soit celui du Venezuela et la *Ley Resorte* du 2004 –appelé Loi *Mordaza* par ses ennemis–, apparue comme conséquence de la réorientation des politiques de communication du Gouvernement Chavez après la position des principaux médias dans le coup d'état de 2002, mais pas sa seule conséquence (Bisbal, 2010). Le coup d'État frustré transformera la position du Gouvernement dans trois lignes : la régulation des médias privés, l'apparition d'une constellation de médias publics et la création de nombreux médias communautaires connectés avec le mouvement populaire du *chavisme*, un vrai « *état communicateur* » (Bisbal, 2010, 2011) qui a polarisé le système médiatique (Ramírez Alvarado, 2007)

En Équateur, la nouvelle Constitution de 2008 a consacré les articles 14 au 20 à la communication et l'information, pour préserver le droit des citoyens à la création des médias, la participation et l'accès aux contenus. L'article 17, particulièrement, montre l'implication de l'État pour garantir la pluralité et la diversité des médias en facilitant la création des médias publics, privés ou communautaires et surveillant le marché pour éviter les situations oligopoleuses ou monopolistes. En plus, en 2011, le Gouvernement de Rafael Correa a gagné un referendum national pour bloquer l'investissement des sociétés financières en communication et tout investissement des entreprises de communication nulle part, et pour créer un Conseil de Régulation des médias.

En Argentine, la Loi des Services Audiovisuels signale une forte différence entre les gouvernements de Nestor Kirchner et son épouse Cristina Fernandez. Après un an de conflits entre les groupes de communication et le Gouvernement, la loi 26.522 de 2009 a obtenu une forte majorité des votes au Congrès et au Sénat, mais surtout a pris sur son texte la plupart des 21 points demandés par la société civile, en particulier par la Coalition pour une Radiodiffusion Démocratique. À l'heure de la préparation de ce document, l'Uruguay discute aussi au Parlement son projet de loi de communication.

2.2 La reconstruction des médias publics et le support au tiers secteur

Certains pays de l'Amérique Latine ne comptaient pas avec des médias publics à l'arrivée du nouveau siècle. Et la majorité des médias publics était sous un strict contrôle du Gouvernement et n'avait des audiences importantes. Les gouvernements de gauche changeront cet aspect du système médiatique.

D'abord, de nouvelles télévisions publiques ont été créées au Brésil, Venezuela, Bolivie ou l'Équateur. Au Brésil, le gouvernement Lula a créé la *Empresa Brasil de Comunicações* (EBC) en 2008 pour gérer *RadioBras*, les agences *Agência Brasil* et *Radioagência Nacional* et la nouvelle chaîne publique nationale et internationale *TVBrasil* (De Moraes, 2011, p. 57), qui commence ses émissions en décembre 2008. En Équateur, le gouvernement de Correa a réussi à créer la chaîne ECTV en novembre 2007, grâce au financement du Venezuela, intégré avec la radio publique refondée comme *Radio Pública del Ecuador (RPE)* après deux décennies de silence, et la *Agencia Nacional de Noticias de Ecuador y Sudamérica ANDES*. En 2008, le Gouvernement a acheté le journal *El Telégrafo* de Guayaquil et lancé le journal électronique *El Ciudadano* (Ayala Marín & Calvache, 2009).

En même temps, les systèmes publics de radio et télévision préexistants ont vécu une revitalisation : une augmentation des stations de transmission et de sa puissance, plus de chaînes comme préparation de la multiplication de l'offre numérique, investissement public sur les grilles et, comme conséquence, une visible récupération des audiences et la relevance publique de ses contenus.

La communication communautaire a été l'un des centres d'activité des nouvelles politiques publiques de communication. L'exemple le plus connu est la répartition en tiers du spectre radioélectrique entre secteur public, privé et communautaire qui est sur la base de la régulation des médias à l'Argentine ou l'Uruguay, ou « en égalité de conditions » comme dit la nouvelle constitution de l'Équateur. Mais le cas bolivien, de création d'un réseau de radios communautaires des peuples originaires, pour émettre des contenus dans les langues indigènes, est aussi particulièrement remarquable.

2.3 La politique technologique comme stratégie internationale : la télévision numérique terrestre et le ISDB-T

Et il y a une dernière conséquence de ce contexte qui déborde les frontières nationales. Si l'un des problèmes le plus reconnus pour la théorie de la dépendance aux années 60-70 était la technologie, une vraie stratégie régionale de coordination est apparue à partir de l'élection du standard technique de la télévision numérique terrestre, particulièrement à partir du projet japonais et brésilien de la norme ISDB-T, adopté au Brésil en 2006 et, entre 2009 et 2012 par la plupart des pays du continent. Seulement Mexique, El Salvador, Honduras, Dominicana (ATSC tous), Panama et Colombie (DVB tous les deux) n'ont pas fait partie de cette formidable transformation des politiques industrielles et de télécommunication dans la région (Badillo Matos & Sierra Caballero, 2011).

3. Quel héritage des théories critiques ?

À partir de ce point, on voudrait poser la discussion des connexions entre la pensée critique latino-américaine et ces transformations dans les médias de la région. Mais, existe-t-elle une pensée communicationnelle latino-américaine spécifique et différente ? Marques de Melo parle d'un paradigme latino-américain opposé au anglo-américain et enraciné dans le structuralisme marxiste avec Mattelart comme figure centrale, et la pensée chrétienne-marxiste avec Paulo Freire (Marqués de Melo, 1985, 2009). Si l'on cherche plus avant, UNESCO a participé à cette émancipation disciplinaire particulièrement avec la création du *Centro Internacional de Estudios Superiores de Periodismo para América Latina* (CIESPAL) à Quito en 1959 ; « avant CIESPAL,

la recherche communicationnelle en Amérique Latine n'était que des activités épisodiques, occasionnelles » (Marqués de Melo, 1985). La production scientifique commença à pousser aux années '70 et '80, la « *décennie du feu* », jusqu'à la création d'ALAIC (1978) et FELAFACS (1981) (Islas, 2010; Marqués de Melo, 2004), avec le drapeau « d'une recherche scientifique en communication compromise avec le change structurel en faveur d'une vraie démocratie » (Beltrán Salmón, 2008, p. 145). Le feu de la décennie est allumé par les idées de Paulo Freire, Antonio Pasquali en Venezuela, Eliseo Verón en Argentine, Luis Ramiro Beltrán à Bolivie, Armand Mattelart au Chili, suivis ensuite par Rafael Roncagliolo au Pérou ou Mario Kaplún à l'Uruguay. Les idées de tous bousculaient autour des concepts de (a) *domination* dans l'analyse des cas nationales, signalant les déséquilibres communicationnels entre les espaces urbain et rural, les classes hautes et basses, et la connexion entre les médias privés et leurs intérêts avec les groupes oligopoliques, politiques et économiques, autour desquels vont fleurir des concepts comme « communication alternative » de Reyes Matta (UNESCO, 1979) ou « communication horizontale » de Beltrán (1975) et (b) *dépendance* dans le plan international, soulignant la subordination externe des agences d'information, le cinéma et la télévision des États-Unis, et les connexions géopolitiques soulignées par les idées de « invasion culturelle » de Freire (1970) et « impérialisme culturel » de Schiller (1975).

Ces deux moteurs conceptuels, *domination* et *dépendance*, marqueront la plus partie de la production à la recherche latino-américaine en communication. Il ne s'agit pas de nouveaux concepts par les sciences sociales : la *théorie de la dépendance* (Cardoso, 1969; Frank, 1967) constitue l'antécédent immédiat sur la théorie sociale latino-américaine qui débouche sur la pensée communicationnelle, car elle évalue l'incapacité des bourgeoisies nationales pour produire une croissance égalitaire par ses connexions avec les bourgeoisies des économies du

premier monde, et discute les possibilités de croissance effective pendant que la dépendance commerciale, financière et technologie se prolonge. La *théorie de la dépendance* avait fait enclencher dans les pays sous-développés pour discuter le *desarrollismo* des années '50-'60, les *théories de la modernisation et l'innovation* et l'échec de la *Comisión Económica para América Latina (CEPAL)*, comme « *la théorisation marxiste sur la nature du capitalisme dans la périphérie* » (Evans, 1985), avec structuralisme et marxisme comme racines (Love, 1990; Palma, 1978).

Le débat théorique se produisait en même temps que celui des pays 'non alignés' aux Nations Unies autour du *Nouvel Ordre Économique International (NOEI)* et le *Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication (NOMIC)* qui proposaient une réorganisation des flux pour incorporer les nouveaux pays indépendants et décolonisés. UNESCO recevra ces discussions et convoqua une réunion à Paris en 1972 et ensuite à Bogotá en 1974. Malgré tous les efforts contraires, UNESCO a réussi à continuer ces travaux en 1976 avec la *Conferencia Intergubernamental sobre Políticas de Comunicación en América Latina y el Caribe*, dont un très connu document de 14 points et 30 recommandations est sorti ("Conferencia Intergubernamental sobre Políticas de Comunicación en América Latina y el Caribe," 1976; Quirós Fernández & Segovia, 1996). Dans le domaine international, le NOMIC produira un texte beaucoup plus connu et déterminant : le rapport de la Commission International d'Étude des Problèmes de la Communication, présenté et validé à l'Assemblée de l'UNESCO à Belgrade en 1980 (UNESCO, 1988)¹. Le rôle de la pensée critique latino-américaine, les expériences précédentes à la région, la

¹ Como se recordará, el World Press Forum Committee convocó en Francia, en mayo de 1981, una reunión de la que salió la Declaración de Talloires, que se enfrentaba abiertamente a las recomendaciones de UNESCO. Tras forzar la dimisión del Director General de UNESCO, Amadou Mahtar M'Bow, Estados Unidos abandonó durante dos décadas el organismo.

présence des chercheurs à l'élaboration du texte –Horacio Estavilla, Juan Somavía, Gabriel García Márquez, Fernando Reyes Matta, Luis Ramiro Beltrán– vont montrer l'importance des contributions latino-américaines au débat McBride (Beltrán Salmón, 2008), dont l'importance en Amérique Latine est extraordinaire (Islas, 2010; Moragas, Díez, Becerra, & Fernández Alonso, 2005). En tout cas, on est bien d'accord avec Pasquali, pour qui « tous les faits supportent l'évidence de que c'est le Sud qui doit prendre le crédit pour se questionner sur les affaires de la communication, qui n'étaient pas un sujet, contre les pouvoirs informationnels et communicationnels occidentaux » (Pasquali, 2005).

Néanmoins, l'influence du *McBride* à la région n'est pas tout à fait immédiate : seul quelques pays –notamment le Pérou avec le *Plan Inca* ou Venezuela avec le projet *Ratelve*– essaieront, sans succès, l'implémentation des idées du débat. Ensuite, la fin de la « décennie du feu » changera le paysage : en 1989, John Williamson présente au *Institute for International Economics* les dix points connus comme le *Consensus de Washington* (Williamson, 1990) qui feront le point sur l'agenda politique et économique en Amérique et bien sur dans d'autres régions du monde avec les restrictions aux dépenses publiques, la rétraction de l'activité de l'état en faveur du marché, la privatisation des entreprises publiques, la libéralisation des marchés financiers et, en fin, la dérégulation de l'économie.

4. Conclusion

Il y a donc quelques lignes analogues entre tous les cas que nous essayons de réviser:

- 1) Une réélaboration du principe du droit de la communication.

- 2) La création ou récupération des médias publics télévisuels, radiophoniques et même écrits ou numériques.
- 3) La promotion de la création des médias communautaires, particulièrement gérés par les petites communautés rurales ou indigènes, ou bien la création et support des activités de collaboration entre les médias communautaires de chaque pays.
- 4) La poursuite d'un équilibre sur le secteur audiovisuel entre les médias privés, publics et communautaires, souvent –mais pas toujours– avec la répartition égalitaire du spectre radioélectrique.
- 5) Une progressive collaboration intra-régionale pour réduire les conditions de dépendance externe en matière de technologie et contenus, particulièrement visible au cas de la télévision numérique ISDB-T.

Toutes ces idées, comme on a vu, trouvent son origine au débat critique des années 60-70. Peut-être, comme Antonio Pasquali le disait (Pasquali, 2005), « cette bataille essentiellement juste fut perdue, mais les grands centres de résistance ont survécu ». Et peuvent être considérés comme les héritiers de la décennie du feu.

5. Références

- Ayala Marín, A., & Calvache, M. B. (2009). *Percepción sobre los medios públicos en Ecuador*. Quito: CIESPAL.
- Badillo Matos, Á., & Sierra Caballero, F. (2011). *La transición a la televisión digital terrestre en Iberoamérica : diagnóstico y prospectiva*. Quito (Ecuador): Ciespal.
- Beasley-Murray, J., Cameron, M., & Hershberg, E. (2009). Latin America's Left Turn: an Introduction. *Third World Quarterly*, 30(2), 319-330.

- Beltrán Salmón, L. R. (1975). *Rural development and social communication: relationships and strategies*. Communication présentée Cornell-CIAT International Symposium on Communication Strategies for Rural Development, Cali (Colombia).
- Beltrán Salmón, L. R. (2008). Comunicación para la democracia en Iberoamérica: memoria y retos de futuro. *Perspectivas de la comunicación*, 1(1), 145-158.
- Bisbal, M. (2010). El estado comunicador y su especificidad: diagnóstico inacabado y experiencias. *Comunicación: Estudios venezolanos de comunicación*, 32, 60-73.
- Bisbal, M. (2011). La plataforma mediática del estado bolivariano o la desmesura del estado comunicador. *Actual Investigación*, 66(39), 15-47.
- Cameron, M. (2009). Latin America's Left Turns: beyond good and bad. *Third World Quarterly*, 30(2), 331-348.
- Cardoso, F. H. (1969). *Dependencia y desarrollo en América Latina*. México, etc: Siglo Veintiuno.
- Castañeda, J. (2006). Latin America's Left Turn. *Foreign Affairs*, 85(3), 28-43.
- Cleary, M. (2006). Explaining the Left's Resurgence. *Journal of Democracy*, 17(4), 35-49.
- Conferencia Intergubernamental sobre Políticas de Comunicación en América Latina y el Caribe. (1976). *Nueva Sociedad*, 25(Julio-Agosto), 116-139.
- De Moraes, D. (2011). *La cruzada de los medios en América Latina. Gobiernos progresistas y políticas de comunicación*. Buenos Aires: Paidós.
- Evans, P. (1985). After Dependency: Recent Studies of Class, State, and Industrialization. *Latin American Research Review*, 20(2), 149-160.
- Frank, A. G. (1967). *Capitalism and underdevelopment in Latin America : historical studies of Chile and Brazil*. New York [etc.]: Monthly Review Press.
- Freire, P. (1970). *Pedagogía del oprimido*. México [etc.]: Siglo XXI.
- Hughes, S., & Rado, P. (2011). Media Diversity and Social Inequality in Latin America. Dans M. Blofield (Dir.), *The Great Gap: Inequality and the Politics of Redistribution in Latin America*: Pennsylvania State University.
- Islas, O. (2010). A Brief History of the Latin American Academy of Communication. *Communication Review Trends*, 29(2), 4-14.
- Lanzaro, J. (2008). *La "tercera ola" de las izquierdas latinoamericanas: entre el populismo y la socialdemocracia*. Communication présentée Estudio/Working Paper 91.
- Levitsky, S., & Roberts, K. (2011). Introduction: Latin America's "Left Turn": A Framework for Analysis. Dans S. Levitsky & K. Roberts (Dir.), *The Resurgence of the Latin American Left*. Baltimore: The Johns Hopkins University Press.
- Love, J. L. (1990). The Origins of Dependency Analysis. *Journal of Latin American Studies*, 22(1), 143-168.
- Marqués de Melo, J. (1985). La investigación latinoamericana en comunicación. *Chasqui*, 11, 4-11.

- Marqués de Melo, J. (2004). Los tiempos heroicos: La formación de la comunidad latinoamericana de ciencias de la comunicación. *Revista Latinoamericana de Ciencias de la Comunicación*, 1(1), 10-21.
- Marqués de Melo, J. (2009). *Pensamiento comunicacional latinoamericano. Entre el saber y el poder*. Sevilla y Zamora: Comunicación Social.
- Moragas, M., Díez, M., Becerra, M., & Fernández Alonso, I. (2005). Introducción. El Informe MacBride, 25 años después. Contexto y contenido de un debate inacabado. *Quaderns del CAC*, 21(Enero/Abril), 5-14.
- Palma, G. (1978). Dependency: A formal theory of underdevelopment or a methodology for the analysis of concrete situations of underdevelopment? *World Development*, 6(7-8), 881-924. doi: 10.1016/0305-750x(78)90051-7
- Panizza, F. (2008). La marea rosa. Dans M. Alcántara Sáez & F. García Díez (Dirs.), *Elecciones y política en América Latina*. Madrid: IEEM- Miguel Angel Porrúa.
- Paramio, L. (2006). Giro a la izquierda y regreso del populismo. *Nueva Sociedad*, Septiembre/Octubre, 62-74.
- Pasquali, A. (2005). The South and the imbalance in communication. *Global Media and Communication*, 1(3), 289-300. doi: 10.1177/1742766505058125
- Petkoff, T. (2005). Las dos izquierdas. *Nueva Sociedad*, 197(Mayo/Junio), 114-128.
- Pousadela, I. M. (2010). Introducción. Dans P. Alegre (Dir.), *Las izquierdas latinoamericanas. De la oposición al gobierno*. Buenos Aires: CLACSO.
- Quirós Fernández, F., & Segovia, A. (1996). *La Conferencia de San José de Costa Rica (1976)*.
- Ramírez Alvarado, M. d. M. (2007). Escenarios de comunicación en una Venezuela polarizada: del Grupo Cisneros a la Ley Resorte. (Spanish). [Article]. *Communication Scenarios in Polarised Venezuela: From the Cisneros Group to the "Resorte Law"*. (English), 12(22), 283-300.
- Ramirez Gallegos, F. (2006). Mucho más que dos izquierdas. *Nueva Sociedad*, 205(Septiembre/Octubre), 30-44.
- Roberts, K. (2012). *WP/08 The Politics of Inequality and Redistribution in Latin America's Post-Adjustment Era*. Helsinki: UNU-WIDER.
- Rodríguez Garavito, C., & Barrett, P. (2004). ¿La utopía revivida? Introducción al estudio de la nueva izquierda latinoamericana. Dans C. Rodríguez Garavito, P. Barrett & D. Chávez (Dirs.), *La nueva izquierda en América Latina. Sus orígenes y trayectoria futura*. Buenos Aires: Norma.
- Schamis, H. (2006). Populism, Socialism, and Democratic Institutions. *Journal of Democracy*, 17(4), 20-34.
- Schiller, H. I. (1975). Communication and Cultural Domination. *International Journal of Politics*, 5(4), 1-127.
- UNESCO. (1979). *Documents de la Commission Internationale d'Étude des Problèmes de la Communication CC-79/WS/128*. Paris: UNESCO.

- UNESCO. (1988). *Un solo mundo, voces multiples. Comunicación e información en nuestro tiempo: hacia un orden mundial más justo y eficaz de la información y la comunicación*. México: Fondo de Cultura Económica.
- Vargas Llosa, Á. (2006). The return of the Idiot. *Foreign Policy*, Mayo/Junio.
- Weyland, K., Madrid, R., & Hunter, W. (2010). *Leftist Governments in Latin America: Successes and Shortcomings*. Nueva York: Cambridge University Press.
- Williamson, J. (1990). *Latin American adjustment : how much has happened?* Washington, D.C.: Institute for International Economics.